

L'Éclairieur



N°77

SOMMAIRE

02
L'éclairage du
gérant

19
Vues des actifs

17
Le point marchés
financiers

22
Nos vues tactiques
et stratégiques

18
Le point macro
économie

23
Pour aller plus
loin

Hommage à la pop anglaise

Des swings impressionnants, un tempo imprévisible, des dissonances fréquentes... il est décidément bien difficile de trouver une quelconque harmonie entre l'état de l'économie et le comportement des marchés financiers, et cela depuis déjà plusieurs années. C'est pourquoi l'exercice d'allocation d'actifs est particulièrement « Rock'n Roll », et que l'investisseur faisant le point sur ses performances en ressort souvent avec le Blues. Au travers de l'évocation de certaines chansons phare de la Pop britannique, menons une réflexion quant à la partition économique et financière en cours, et comment orchestrer éventuellement son épargne.

Walking on The Moon (The Police – 1979)

Comme en apesanteur, le CAC40 a atteint un nouveau record HISTORIQUE en séance : 7401,15 le 6 mars. C'est avec méfiance et scepticisme que beaucoup d'investisseurs accueillent cette situation inédite : des marchés européens baissant très peu ou rebondissant très vite et, qui plus est, supplantant nettement leurs homologues internationaux. Comment expliquer ce phénomène malgré le stress bancaire actuel et, plus généralement, pourquoi les actions tiennent-elles bien ?

La croissance économique mondiale surprend favorablement.

La réouverture sanitaire chinoise relance enfin la consommation domestique, et rétablit un fonctionnement normal de l' « usine du monde » et des flux de marchandises internationaux. En parallèle, l'hiver clément en

Europe a permis d'éviter que la zone ne soit paralysée par des pénuries d'énergie. Mieux encore, la baisse des prix énergétiques (-7% pour le pétrole, mais surtout -50,5% pour le gaz en seulement 3 mois !) et un chômage généralement au plus bas préservent tous deux la consommation des ménages. Les marchés d'actions préemptent probablement cette dynamique favorable.

Le responsable de l'équipe de gestion

Vincent Lequertier a 25 ans d'expérience en gestion d'actifs. Après une carrière à la banque d'Orsay, il est successivement directeur adjoint actions puis directeur actions. Spécialiste de la gestion allocataire, il devient en Août 2015, le responsable de la gestion allocataire chez WeSave.fr.



Vincent Lequertier
Gérant chez WeSave

Croissance économique et inflation (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave

	PIB			Inflation		
	2022	2023e	2024e	2022	2023e	2024e
Monde	3,4	2,4	2,9	8,8	5,3	3,6
Pays développés	2,7	0,7	1,4	8,5	5,3	2,9
Zone Euro	3,5	0,5	1,2	8,4	5,7	2,4
Emergents	3,6	4,2	4,4	5,1	5,9	4,4
Allemagne	1,8	0	1,2	8,6	6,2	2,6
Chine	3	5,3	5	2	2,3	2,3
Etats-Unis	2,1	0,9	1,2	8	4,1	2,5
France	2,6	0,5	1	5,9	5,2	2,4
Italie	3,7	0,5	0,9	8,7	6,6	2,2
Japon	1	1,1	1,1	2,5	2,2	1,2
Royaume-Uni	4,1	-0,6	0,9	9,1	6,6	2,4

L'inflation n'est pas nécessairement néfaste.

Contrairement aux micro-entreprises, les multinationales cotées en bourse ont généralement atteint une taille critique permettant d'imposer leurs conditions financières aux fournisseurs, aux employés et aux clients : ce « pricing power » permet de préserver sur la durée les chiffres d'affaires, les marges et les bénéfices. Ainsi, profitant du contexte d'hyper-inflation actuel, bon nombre d'entreprises ont passé, sous prétexte d'anticiper des surcoûts à venir, des hausses de prix bien supérieures au renchérissement des coûts subis, hausses qu'il aurait

été souvent impossible de réaliser en temps normal. À titre d'illustration, une étude de la Banque centrale européenne (BCE) montre que sur la période 2021-2022, la contribution à l'inflation par les profits des entreprises a été deux fois supérieure à celle provenant des salaires ! En dépit des augmentations qu'il convient d'accorder aux employés, les entreprises ressortent plutôt gagnantes de l'inflation en cours, c'est pourquoi s'exposer aux actions offre une certaine protection contre l'inflation. Tout comme en 2022, les publications de résultats trimestriels à venir pourraient surprendre favorablement, et on observe d'ailleurs actuellement plutôt des révisions en hausse des prévisions de bénéfices par les analystes financiers !

Marge d'exploitation des entreprises du CAC40 (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



Un déficit d'offre ou un excès de demande ?

En dépit de la pression exercée par l'inflation sur leur pouvoir d'achat, les ménages ont généralement encore une épargne résiduelle significative constituée lors de la COVID (on parle par exemple de 1000 Mds \$ pour les seuls ménages américains) : l'épargne, mais aussi des crédits d'appoint à la consommation, permettent de maintenir le train de vie quotidien. De leur côté, les entreprises ont des carnets de commande encore étoffés et, rencontrant souvent des difficultés pour produire et pour livrer notamment du fait de la pénurie chronique de main-d'œuvre qualifiée, elles cherchent plutôt à lisser dans le temps leur activité. Tant que cet équilibre offre-demande favorisera les entreprises, leurs chiffres d'affaires et leurs marges bénéficiaires devraient rester solides, ce qu'apprécie la bourse !

En dépit de la pression exercée par l'inflation sur leur pouvoir d'achat, les ménages ont généralement encore une épargne résiduelle significative constituée lors de la COVID (on parle par exemple de 1000 Mds \$ pour les seuls ménages américains) : l'épargne, mais aussi des crédits d'appoint à la consommation, permettent de maintenir le train de vie quotidien.

Epargne des ménages américains (en Mds \$)

Sources : Refinitiv, WeSave



Les indices boursiers présentent des biais de représentation.

Les indices boursiers ne reflètent jamais correctement l'économie réelle : beaucoup de secteurs d'activité en sont complètement exclus ou bien sont au contraire surreprésentés. Par surcroît, les groupes cotés ont atteint un stade de maturité et de rentabilité généralement bien supérieurs au reste de l'économie : ce sont de mauvais baromètres de l'état de santé économique et financier d'un pays, notamment du fait de l'intensité de leur activité à l'international. Le CAC40 bénéficie par exemple à plein de ses biais sectoriels : des poids très forts sur le luxe, la banque,

l'énergie, la défense... que la conjoncture favorise. Plus généralement, les actions européennes sont réputées être « décotées » (style « Value »), mais aussi sensibles aux accélérations de l'économie chinoise, et versant d'importants dividendes, alors que leurs homologues américaines ont plutôt un biais « croissance » (style « Growth »), sont plutôt tournées vers l'activité domestique, et avec des dividendes bien plus modestes. En dépit d'une guerre à ses frontières, la très violente hausse des taux d'intérêts depuis un an a favorisé en relatif les actions européennes et a pénalisé plus spécifiquement les entreprises de « croissance » américaines. Alors qu'ils ont été longtemps un handicap, les biais sectoriels des actions européennes sont plutôt devenus des atouts relatifs depuis deux ans.

Performance en 2023 des grands indices d'actions et de l'indice bancaire européen, dividendes réintégrés

Source : WeSave

	Mars 2023 En devise locale	Mars 2023 En Euros	2023 En devise locale	2023 En Euros
Monde	3,15%	0,65%	7,44%	5,88%
Emergents	3,04%	0,54%	3,97%	2,46%
S&P500 (Etats-Unis)	3,67%	1,16%	7,48%	5,92%
Nasdaq100 (Etats-Unis)	9,54%	6,89%	20,77%	19,02%
CAC40 (France)	0,86%	0,86%	13,39%	13,39%
DAX (Allemagne)	1,72%	1,72%	12,25%	12,25%
FOOTSIE100 (Royaume-Uni)	-2,48%	-2,89%	3,55%	4,15%
SMI (Suisse)	1,59%	1,69%	5,09%	4,48%
Nikkei225 (Japon)	3,04%	2,85%	8,45%	5,46%
CSI300 (Chine)	-0,45%	-1,92%	4,67%	3,59%
Stoxx600 Banque	-12,96%	-12,96%	5,45%	5,45%

Des phénomènes de flux d'allocation déterminants.

Les fondamentaux économiques n'expliquent pas tout, et il est essentiel d'analyser aussi les flux financiers. La plupart des investisseurs étaient pessimistes fin 2022, et ils ont été pris à revers par les bonnes nouvelles économiques successives de début d'année, d'où l'impératif d'ajuster par le haut leurs expositions aux actions. Faute de vendeurs marginaux suffisants sur les marchés, puisque le consensus était baissier, les cours de bourse se sont emballés. En début d'année, les couvertures financières sont devenues contre-productives, le cash s'est révélé être une source de sous-performance vis-à-vis d'indices de référence progressant fortement, et les expositions sectorielles ont dû être restructurées en urgence car les thématiques défensives ne payaient plus ! Il ne faut pas sous-estimer non plus l'impact majeur des fluctuations entre devises. Ainsi, un investisseur

américain a pu bénéficier d'une décote additionnelle de -15% en septembre 2022 sur ses achats d'indices boursiers européens du fait du violent recul de l'Euro durant l'année face au Dollar : les actions européennes étaient alors doublement décotées ! La force du Dollar explique aussi pourquoi certaines entreprises américaines ont parfois déçu lors des dernières publications de résultat, alors qu'à l'inverse les bonnes surprises ont été nombreuses du côté des sociétés européennes dont l'activité et les bénéfices ont été dopés par le surcroît de compétitivité dû à la faiblesse de l'Euro. Les parités entre ces deux devises étant désormais normalisées, ce facteur jouera moins, voire agira dans l'autre sens cette année, du fait des bases de comparaison respectives ! Enfin, signe que les hausses de taux d'intérêt affectent finalement modérément les trésoreries disponibles, les annonces de versements de dividendes et de rachat de leurs propres actions par les entreprises sont très importantes en ce début d'année, assurant un soutien récurrent à cette classe d'actifs.

Under Pressure (Queen – 1981)

Les bonnes nouvelles pour les uns en sont de mauvaises pour les autres. Si les investisseurs sur les actions peuvent se réjouir que la croissance soit finalement plutôt soutenue en ce début d'année, c'est en revanche une pression persistante qui s'exerce sur les actifs obligataires, le recul de l'inflation pouvant être moindre qu'espéré ou bien différé.

Qu'en sera-t-il des prix des matières premières ?

La croissance économique chinoise va nécessairement accélérer fortement en 2023, ne serait-ce que parce que la base de comparaison avec 2022 est très favorable. Mais le pays est le plus gros consommateur

de matières premières, faisant craindre un nouvel envol de leurs prix. Le premier constat que l'on peut faire est que les prix des matières premières sont mal orientés en ce début d'année, alors même que l'hypothèse d'une reprise économique chinoise est pourtant consensuelle. En réalité, la croissance mondiale sera faible cette année, et bien inférieure aux dynamiques d'avant COVID : c'est la croissance mondiale qui importe et pas celle de la seule Chine. Par ailleurs, la Chine a confirmé ne pas vouloir retomber dans ses travers passés en finançant à perte de vastes projets d'infrastructure ou d'immobilier : c'est une pression acheteuse en moins sur beaucoup de matières premières. Plus généralement, à travers le monde, les services tiennent et surprennent favorablement, mais l'activité industrielle freine pour sa part, et c'est elle qui est la plus consommatrice de matières premières : le tassement des prix à la production en est une évidente manifestation !

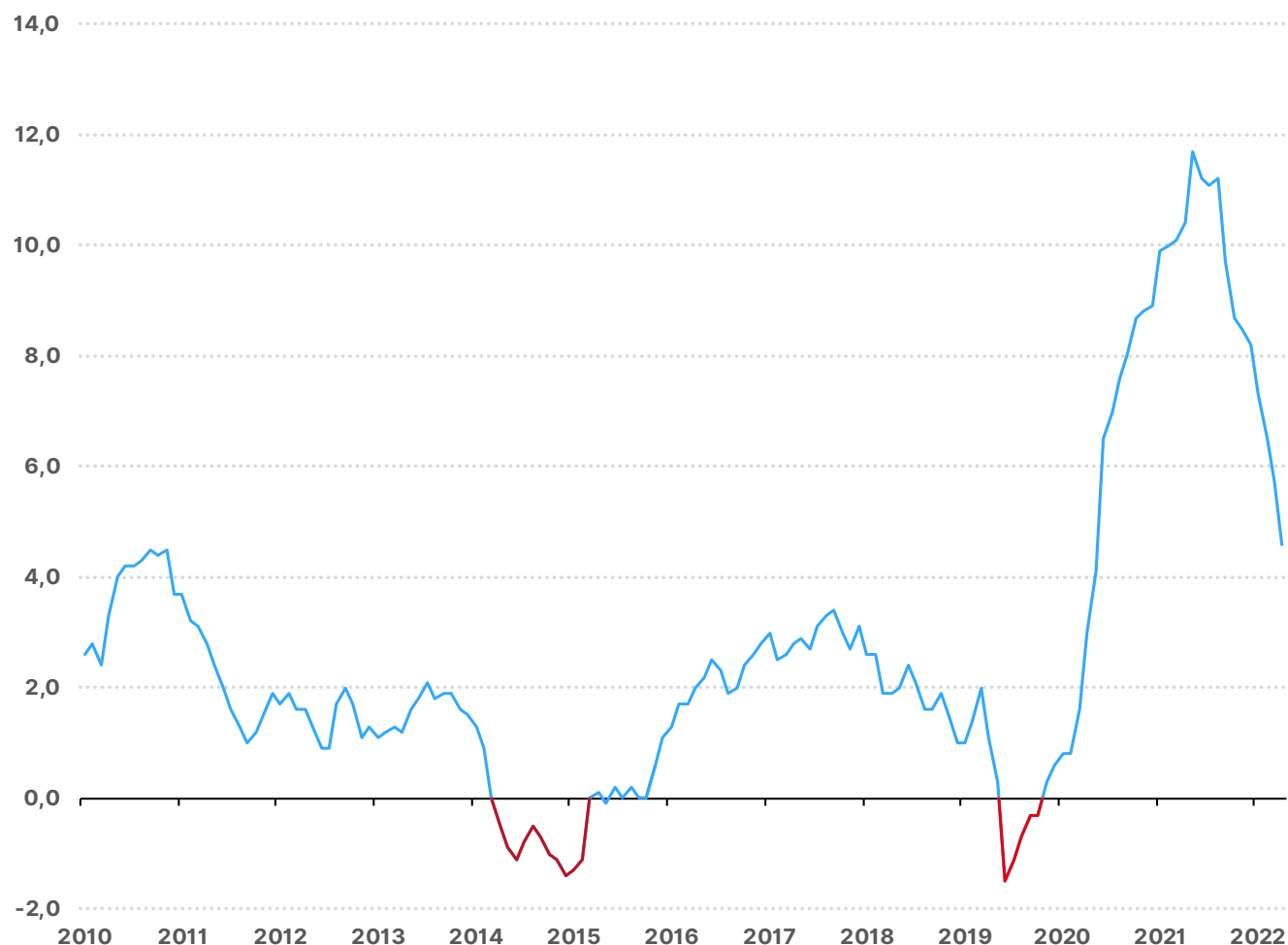
Indice composite des matières premières (CRB)

Sources : Refinitiv, WeSave



Indice des prix à la production aux Etats-Unis

Sources : Refinitiv, WeSave



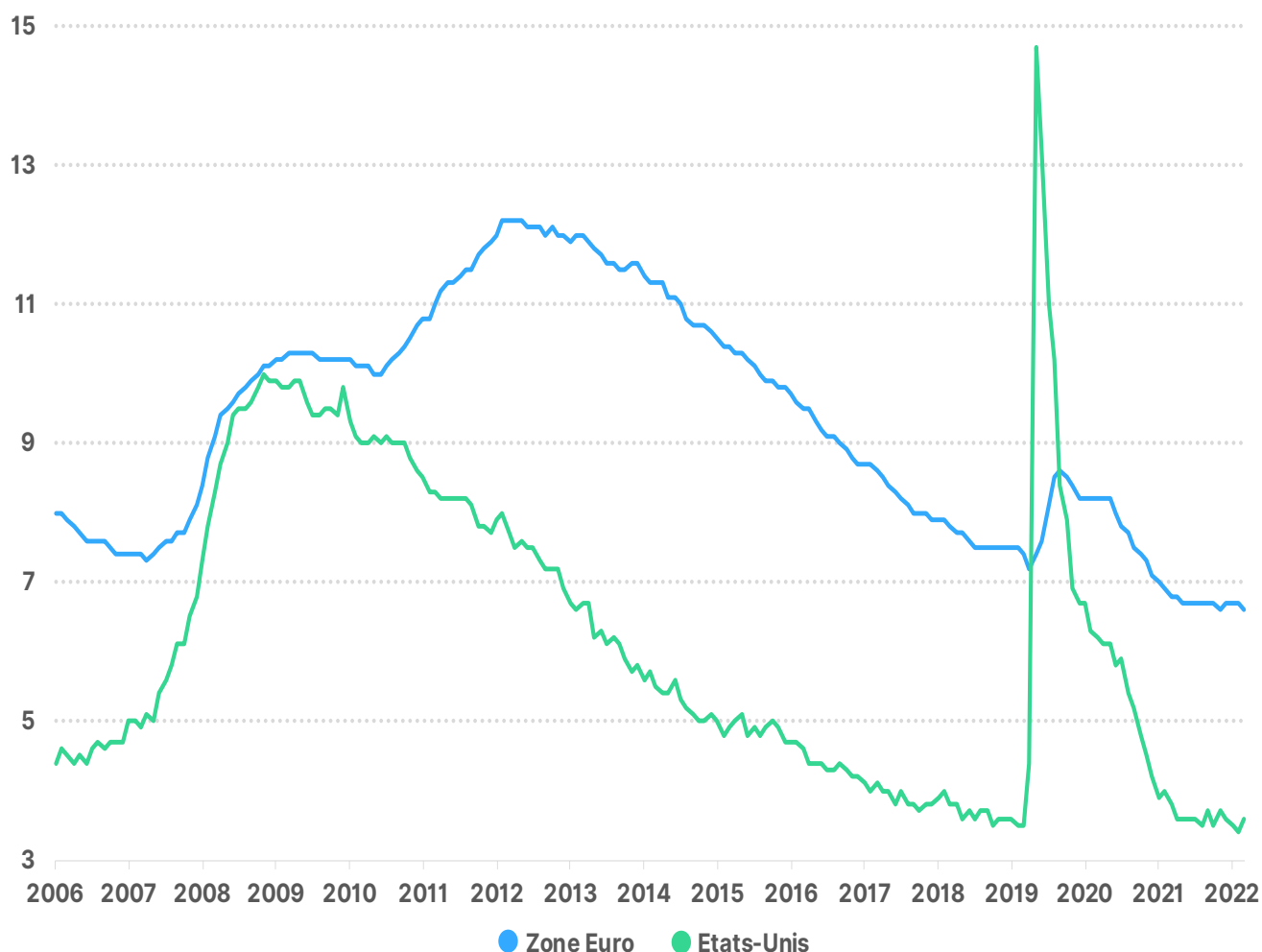
Les salaires restent sous tension du fait de la faiblesse du chômage.

Si les obligations restent sous pression en ce début d'année, c'est plutôt dû à l'impressionnante résistance de l'emploi. La pénurie généralisée de main-d'œuvre qualifiée exerce en effet une pression récurrente sur les salaires, et beaucoup d'entreprises utilisent ce phénomène pour augmenter leurs prix. La COVID a temporairement perturbé les flux migratoires entre pays, mais ce phénomène devrait s'atténuer. En revanche, le vieillissement de la population réduit

mécaniquement les effectifs en âge de travailler : c'est pourquoi, malgré le tassement en cours de la croissance économique, les entreprises sont réticentes à se séparer d'employés qu'il serait difficile de réembaucher ensuite. Ce cycle est donc atypique, puisqu'étant caractérisé par un très faible taux de chômage. Les investisseurs obligataires scrutent donc avec appréhension chaque statistique d'emploi, et notamment les mentions relatives aux dynamiques salariales. Bien qu'étant encore forte, la progression des salaires semble se tasser progressivement, et les salaires réels (i.e. corrigés de l'inflation) restent négatifs, ce qui est une source de soulagement pour les investisseurs obligataires.

Taux de chômage (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



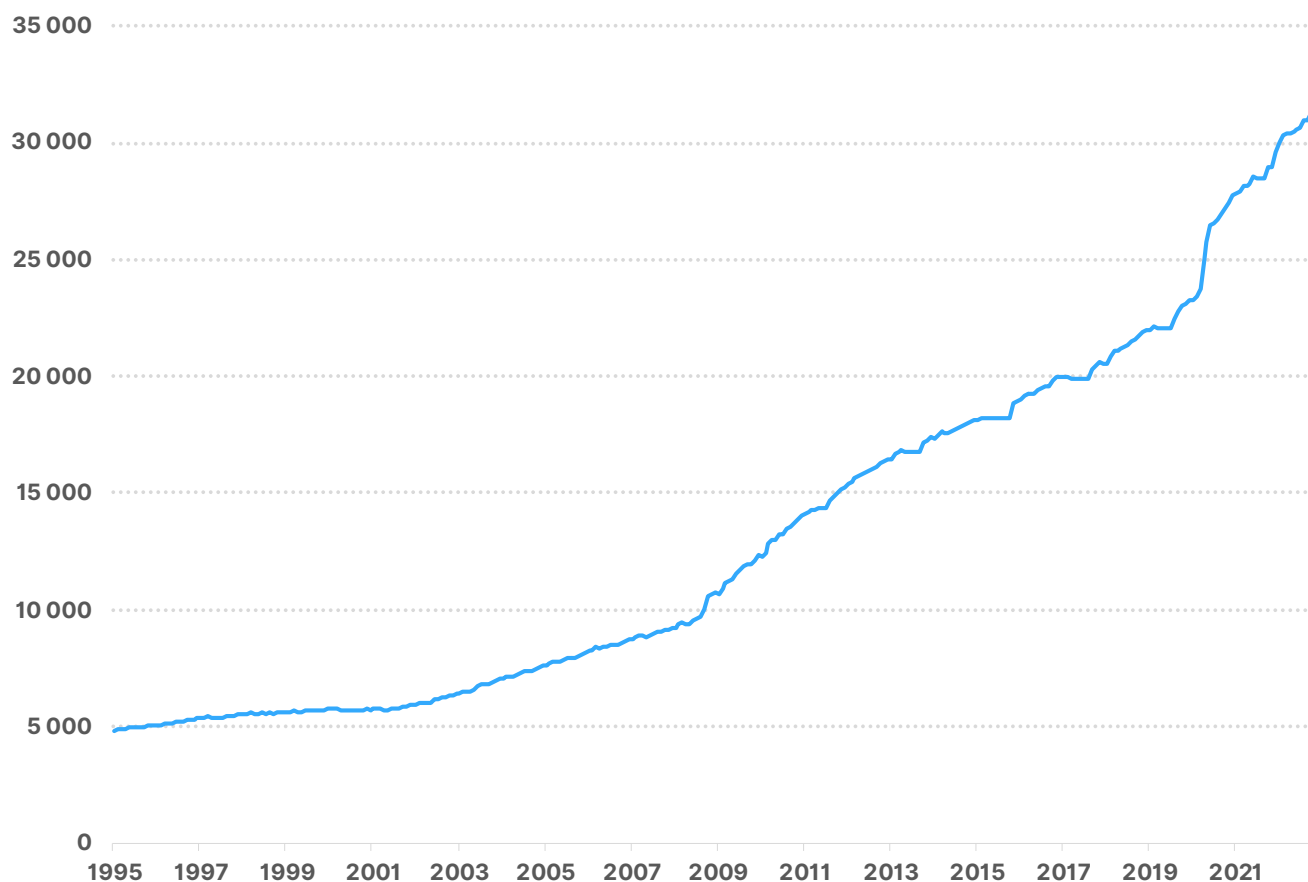
Le stress persistant vient des flux financiers et des Banques centrales.

Les rendements des obligations ont retrouvé des niveaux inédits depuis une quinzaine d'années, ce dont beaucoup d'investisseurs institutionnels se réjouissent : il leur sera plus facile de financer les pensions des retraités, d'améliorer la performance des fonds en euros... Paradoxalement, malgré le retour de ces flux acheteurs, les rendements obligataires peinent à se détendre en ce début d'année. Ceci s'explique

d'abord par le fait que les États ont besoin de lever énormément de capitaux afin de financer leurs déficits budgétaires : il y a un afflux d'émissions d'obligations en 2023, amplifié par les émissions ayant été reportées en 2022. Par ailleurs, les Banques centrales s'efforcent de réduire progressivement la taille de leurs Bilans, ce qui se traduit par moins d'achats mensuels d'obligations. Pour que les flux acheteurs d'obligations l'emportent de nouveau, il faudrait que le cycle économique se tasse plutôt qu'il n'accélère, incitant alors à alléger les actions au profit des obligations, et que les politiques monétaires redeviennent accommodantes plutôt que restrictives.

Dette de l'Etat américain (Mds \$)

Sources : Refinitiv, WeSave



Should I Stay or Should I Go? (The Clash – 1981)

Les Banques centrales mènent depuis 1 an des restrictions monétaires d'une intensité et d'une vitesse exceptionnelles, ceci afin d'apaiser l'inflation. Malgré ces efforts, cette dernière se maintient bien au-delà des cibles théoriques fixées, soit autour de 2%. Si certains banquiers centraux orthodoxes souhaitent prolonger les efforts de restriction en cours, plusieurs facteurs militent toutefois pour une pause monétaire.

Le stress persistant vient des flux financiers et des Banques centrales.

De nombreuses études académiques montrent que les politiques monétaires n'ont un plein effet sur l'économie que près d'un an plus tard. Les restrictions monétaires ayant généralement commencé début 2022, ce n'est donc que maintenant qu'elles commencent vraiment à brider l'activité. De plus, le rythme des hausses de taux ayant accéléré fin 2022, ce n'est que vers la fin de cette année qu'on percevra toute l'étendue de leur effet ralentisseur. Voilà pourquoi les banquiers centraux

sont désormais plus divisés quant aux politiques monétaires qu'il convient d'adopter : ne faut-il pas marquer une pause d'observation ? La prudence se justifie d'autant plus que l'endettement des États, des entreprises et des ménages est bien plus élevé que par le passé, ce qui signifie que la sensibilité de nos économies aux hausses de coûts d'emprunts est bien plus forte.

Plusieurs craquements financiers déjà visibles !

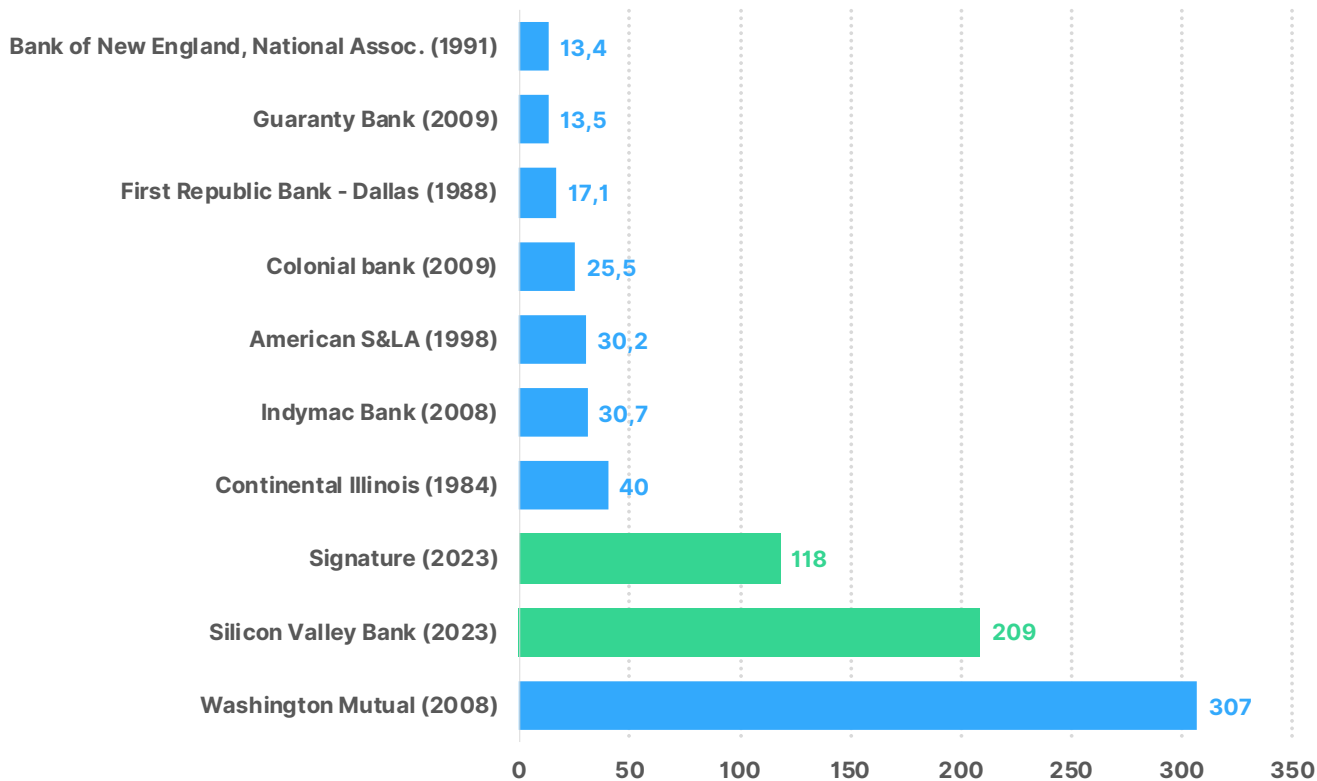
La mission des banquiers centraux est de s'assurer que l'inflation soit sous contrôle, mais un objectif est plus prioritaire encore : la stabilité financière ! Depuis la fin d'année 2022, plusieurs chocs financiers d'ampleur incitent les banquiers centraux à plus de vigilance et de retenue quant à leur politique monétaire. Le Royaume-Uni, et le gouvernement de L.Truss, ont été les premiers à en faire les frais : en septembre, le marché obligataire britannique s'est complètement asséché, et la Banque d'Angleterre (BoE) a été contrainte de faire un revirement à 360° de sa politique monétaire en se déclarant subitement acheteur de toutes les obligations de l'Etat anglais, alors même qu'elle souhaitait au contraire en vendre dans le cadre de la gestion de son Bilan ! Sans cette intervention, le 5ème pays au monde se serait retrouvé dans l'impossibilité de se financer ! Autre manifestation de l'impact qu'ont les politiques monétaires actuelles : en décembre, le fonds d'investissement américain Blackstone a dû provisoirement interdire tout retrait de capitaux de son fonds immobilier grand public, car n'étant plus en mesure d'en assurer la liquidité quotidienne. En mars, 3 banques américaines ont fait faillite durant la même semaine, dont l'emblématique banque communautaire de la technologie américaine, la Silicon Valley Bank (SVB). En seulement 44 heures, notamment du fait de l'effet boule de neige des réseaux sociaux et des technologies de paiement

facilitant les retraits de capitaux, la 16ème banque du pays (209 Mds \$ d'actifs) s'est retrouvée à court de liquidités disponibles et a été fermée ! Afin d'éviter une éventuelle contagion à l'ensemble du système bancaire, et pour protéger ce segment ultra-sensible de l'économie nationale, les autorités américaines et la FED ont pris des mesures inédites : offrir désormais une garantie illimitée des dépôts aux clients, et accepter de prendre en garantie les obligations présentées par les banques à leur valeur comptable et non pas à leur valeur de marché ! En Europe, après des années de déboires successifs et d'errements stratégiques (le titre n'ayant par exemple pas profité de la bonne tenue générale du secteur bancaire l'an dernier !), le Crédit Suisse s'est retrouvé emporté par cette vague de défiance bancaire, et son rachat par UBS a finalement été acté ! Ces alertes majeures ne peuvent laisser les banquiers centraux indifférents et, sans être oubliée, l'inflation passera à l'évidence au second plan des priorités !

La mission des banquiers centraux est de s'assurer que l'inflation soit sous contrôle, mais un objectif est plus prioritaire encore : la stabilité financière ! Depuis la fin d'année 2022, plusieurs chocs financiers d'ampleur incitent les banquiers centraux à plus de vigilance et de retenue quant à leur politique monétaire.

Les 10 plus grandes faillites bancaires américaines (actifs en Mds \$)

Sources : Refinitiv, WeSave



Performances comparées du secteurs bancaire européen et du Crédit Suisse

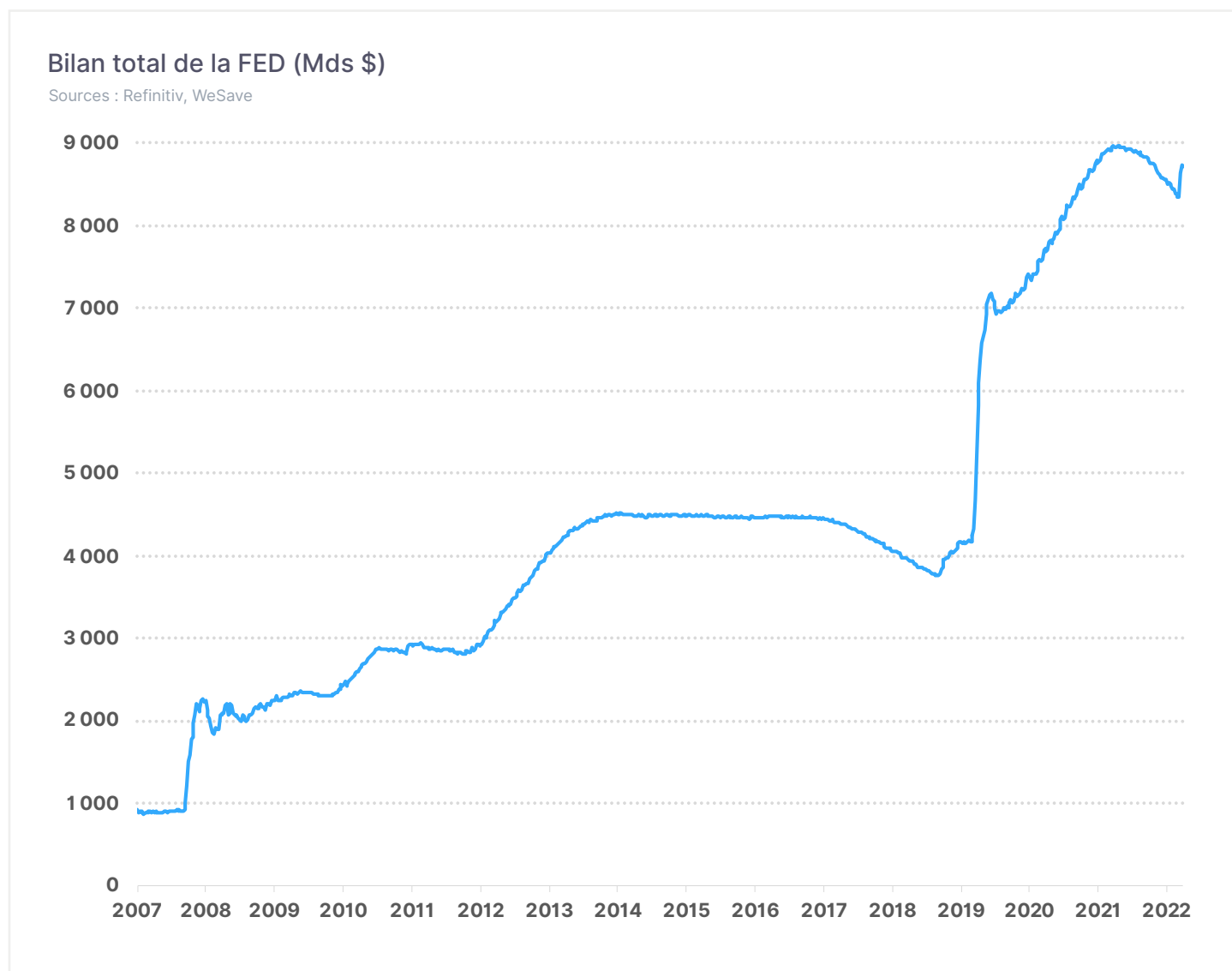
Sources : Refinitiv, WeSave



Que peuvent faire les Banques centrales dans ce contexte ?

La continuité du système économique et financier reposant sur la CONFIANCE, il est indispensable que les autorités agissent vite et fort. Leur priorité est alors d'éviter que, faute de liquidités, les établissements ne deviennent insolubles, qu'ils fassent alors faillite, et que la méfiance ne s'installe à l'égard de tous les établissements financiers. Comme on peut le constater au travers de l'évolution de la taille des Bilans des Banques centrales, ce sont des centaines de milliards de Dollars qui ont été soudainement mis à disposition des établissements bancaires ! Les

hausse de taux directeurs pré-annoncées pour lutter contre l'inflation ont tout de même été actées (cf. BCE et FED), mais les investisseurs ont bien compris que le statu quo serait désormais appliqué, quitte à reprendre ces durcissements monétaires lorsque ce stress financier sera apaisé. Au-delà de ces interventions financières, la communication est un levier majeur pour restaurer la confiance, mais son calibrage est complexe : en faire trop peut inquiéter et faire paniquer, alors que de ne pas en faire assez peut entretenir les doutes et le stress ! La question de l'affichage de la collaboration et de la coordination internationale est cruciale dans ces circonstances, notamment le sujet très sensible de la mise à disposition de Dollars, la majorité



des transactions financières se faisant dans cette devise ! Au vu de l'ampleur et de la vitesse des moyens déjà engagés, il est clair que les leçons des dernières crises financières ont été bien intégrées par les autorités. Au-delà de prévisibles régulations bancaires additionnelles à venir (ce qui pèsera sur l'attrait boursier du secteur), les réductions de taille de bilan des Banques centrales semblent désormais compromises, et la question du maintien dogmatique d'une cible d'inflation de long terme à 2% devrait se poser avec plus d'intensité, d'autant plus que ce choc financier pèsera sur la croissance économique et sur l'inflation. Le calendrier de fin de hausse des taux directeurs semble s'être raccourci, et le tant attendu « pivot monétaire » des Banques centrales pourrait être en vue !

You Can't Always Get What You Want (The Rolling Stones – 1969)

Crise de la COVID puis guerre en Ukraine oblige, les États ont été contraints de solliciter à des niveaux records leurs budgets et de faire s'envoler leur niveau d'endettement. Cette situation peut-elle continuer ?

Des dépenses incontournables !

Alors que la solidité du système financier est questionnée, il n'est évidemment pas possible pour les gouvernements de réduire maintenant leurs dépenses, au risque d'entretenir les pressions inflationnistes en cours (au grand dam des banquiers centraux !). L'inflation, tant qu'elle reste modérée, est même pour eux plutôt une source de satisfaction : la base taxable augmente à due proportion de la hausse des prix, et le coût réel de la dette (donc retraité de l'inflation) se maintient généralement en territoire négatif. De nombreuses dépenses

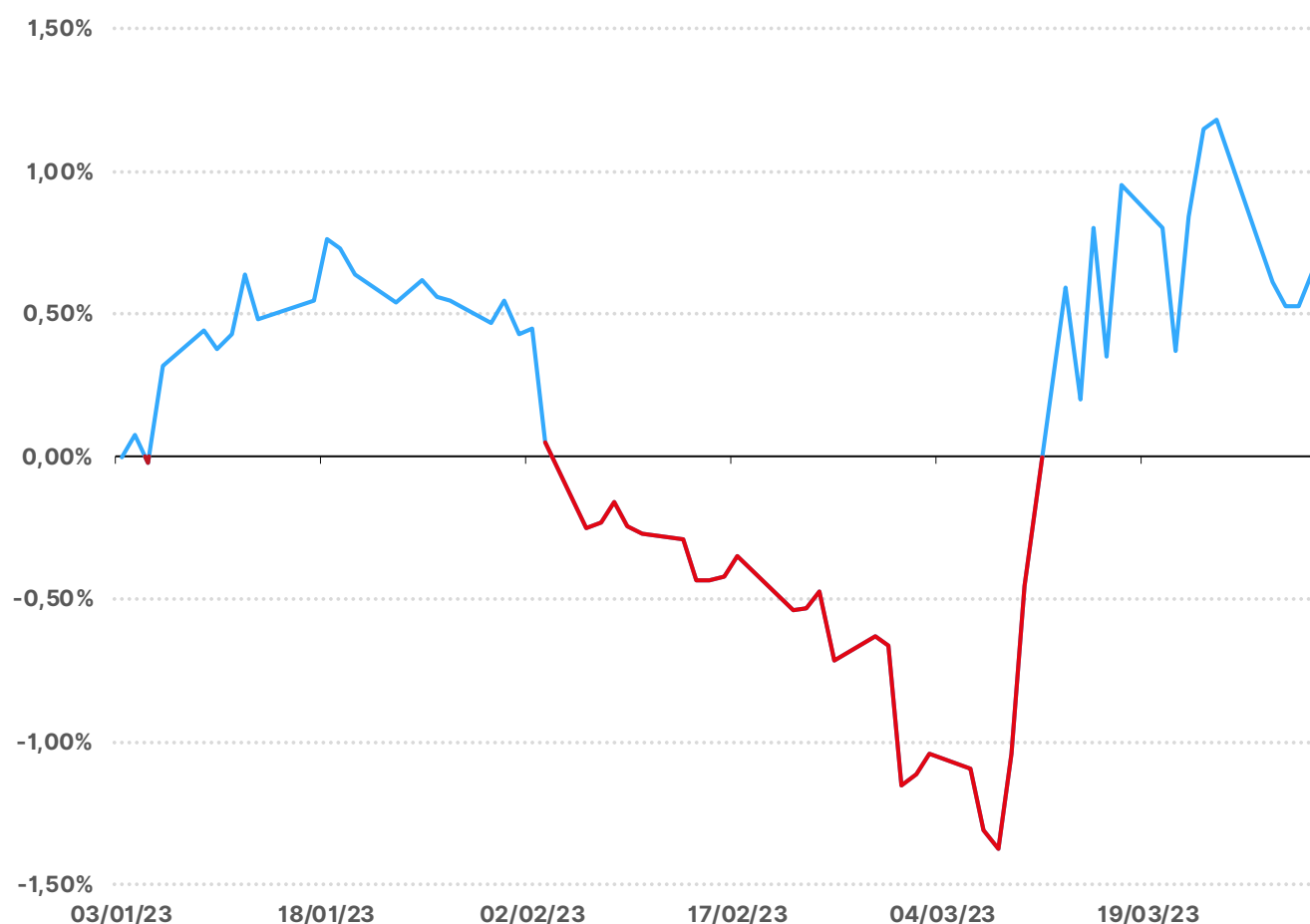
majeures sont, quoi qu'il en soit, urgentes et indispensables : accélérer la transition énergétique, renforcer la défense nationale, sécuriser le système de santé, relocaliser vers le territoire national certaines industries stratégiques, améliorer la formation pour éviter les pénuries de main-d'œuvre qualifiée, appuyer le développement de nouvelles technologies et la numérisation du pays,... Parce qu'il est impossible de réaliser tous ces projets sans l'appui du secteur privé et, bien évidemment, sans celui du système financier (banques, marchés financiers...), le « quoi qu'il en coûte » semble avoir encore de beaux jours devant lui !

Quel financement ?

La crise bancaire actuelle a, au moins à court terme, l'avantage de provoquer des réflexes d'achats d'actifs réputés sûrs, à commencer par les obligations des États. À titre d'illustration, les obligations à 2 ans américaines ont vu leurs rendements s'effondrer de 5,07% à 3,77% en seulement 10 jours, d'où l'envol de leurs prix ! Les marges de manœuvre budgétaires des États s'améliorent donc, si on s'en tient à ce seul critère. Toutefois, lorsque les circonstances économiques et financières seront normalisées, il faudra envisager une augmentation de la pression fiscale, mais se posera alors la question de savoir sur qui elle doit échoir ? L'inflation pesant encore beaucoup sur le pouvoir d'achat des ménages, il semble difficile de leur ajouter cette charge budgétaire, d'autant que ces derniers sont aussi des électeurs ! Taxer les entreprises serait probablement tout aussi difficile, car cela réduirait d'autant leur capacité à contribuer financièrement aux investissements dans les divers projets urgents des États. La monétisation des dettes des États par les Banques centrales (achats persistants des dettes émises, stockées ensuite dans leurs Bilans) semble devoir continuer durant de nombreuses années, probablement jusqu'à ce que la croissance soit suffisamment pérenne pour permettre, en parallèle, une gestion plus rigoureuse des finances publiques.

Performance en 2023 de l'obligation à 2 ans de l'Etat américain

Sources : Refinitiv, WeSave



Show Me The Way (Peter Frampton – 1975)

Obligations

La crise bancaire incite à rechercher des actifs de protection, d'où l'appréciation récente des obligations. Ces dernières sont, de plus aujourd'hui, une source de diversification constructive dans un portefeuille puisque la protection offerte par le rendement est de nouveau importante. Toutefois,

les États auront besoin d'émettre à l'avenir beaucoup de nouvelles obligations pour financer leurs déficits budgétaires et leurs investissements futurs. C'est pourquoi les obligations d'entreprises solides (i.e. « investment grade ») semblent plus attrayantes : elles permettent d'obtenir un rendement supérieur à celui des États, la menace de défaut de paiement est très limitée, et le risque de flux d'émissions nouvelles est modéré.

Actions

Pour l'épargnant pouvant faire abstraction des inquiétudes bancaires de court terme, la perspective

L'ÉCLAIRAGE DU GÉRANT

d'un cycle d'investissement soutenu durant de nombreuses années et d'une consommation des ménages solide encourage la surpondération stratégique des actions. Au vu des incertitudes actuelles, mieux vaut toutefois privilégier les grandes multinationales plutôt que d'investir sur les petites entreprises, et favoriser les pays développés aux dépens des pays émergents. Dans l'hypothèse d'un statu quo imminent des politiques monétaires, les valeurs de croissance (les sociétés de technologies par exemple) devraient le plus profiter de l'impact favorable d'un reflux des taux d'intérêts sur les valorisations. Le secteur bancaire pouvant en revanche faire l'objet de nouvelles régulations portant atteinte à sa rentabilité future, tout comme les autorités pouvant suspendre les autorisations de rachat d'actions et de versement de dividendes par ces groupes, mieux vaut probablement allouer les capitaux disponibles vers d'autres secteurs. La faible exposition de la plupart des gestions aux actions atténuée a priori le risque d'une baisse prononcée des actions, et laisse même augurer des flux acheteurs à venir.

Matières premières.

La reprise économique devant plutôt intervenir en fin d'année ou bien même l'an prochain, ce n'est qu'en seconde partie de 2023 qu'une repondération des matières premières devrait a priori vraiment se justifier, sauf à atteindre des niveaux de baisse aberrants avant cela. En attendant, l'or a retrouvé son pouvoir d'actif refuge et de diversification, motifs justifiant d'en détenir structurellement au moins un peu.

À long terme, les phases de doutes des marchés se révèlent être des opportunités qu'un plan d'investissement rigoureux, comme par exemple le versement régulier de capitaux, et des allocations bien diversifiées, permettent d'optimiser. **Alors ...**
With or Without You (U2 – 1987) ?



Rendement des obligations à 2 ans des Etats-Unis.

Comme tous les gouvernements, l'Etat américain finance son budget en émettant des obligations avec des échéances de remboursement plus ou moins éloignées.

Les obligations à échéances courtes (jusqu'à 2 ans) sont particulièrement prisées par les investisseurs, le risque d'un éventuel défaut de paiement étant très prévisible.

En mars, les obligations à 2 ans américaines ont vu leurs rendements décrocher très brutalement, passant de 5.1% le 8 mars à 3.8% le 24 mars.

Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

Les rendements des obligations des Etats, notamment celles dont les maturités sont courtes, reflètent généralement bien l'état des anticipations à venir des politiques monétaires des Banques centrales. En début d'année, les investisseurs considéraient que les Banques centrales devaient encore lutter contre l'inflation, cette dernière étant bien au-delà de la cible théorique de 2% généralement visée. La crise bancaire actuelle modifie toutefois radicalement la donne, c'est pourquoi les rendements des obligations à 2 ans ont fait une volte-face historique, tant par l'ampleur que par la vitesse : -130 points de base de recul des taux en moins d'un mois. Aux yeux des banquiers centraux, la stabilité financière est prioritaire sur l'inflation, quitte à lutter de nouveau contre l'inflation quand la crise bancaire sera apaisée.

Rendement des obligations à 2 ans des Etats-Unis (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



Évolution du total du Bilan de la FED depuis la COVID.

Les actifs financiers détenus par la Banque centrale américaine (FED) varient de façon importante depuis plusieurs années.

Durant la COVID, la FED a acheté massivement la dette de l'Etat américain, d'où un pic de son Bilan à 8965 Mds \$ en avril 2022.

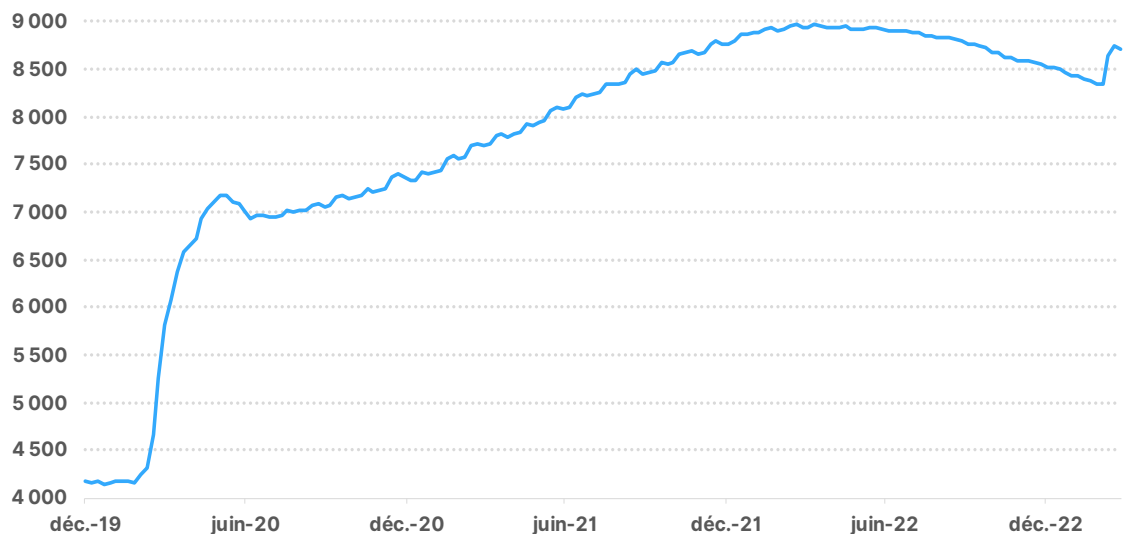
La FED est parvenue à réduire temporairement son Bilan à 8340 Mds \$ en février 2023 (soit -626 Mds \$) mais, avec la crise bancaire actuelle, ce dernier remonte très vite : 8706 Mds \$ (soit +366 Mds \$ en 1 mois) !

Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

Le Bilan des Banques centrales est scruté car c'est la manifestation d'un des axes de la politique monétaire. Lors des dernières crises majeures, les Banques centrales ont acheté massivement les obligations émises par les Etats (i.e. le « quantitative easing »), pour faciliter leurs soutiens économiques. L'inflation a contraint les Banques centrales à durcir leurs politiques monétaires par la remontée des taux directeurs, mais aussi en réduisant progressivement les obligations détenues. La crise bancaire actuelle a toutefois contraint les Banques centrales à prendre en gage des obligations en échange de cash reversé aux banques commerciales. Ces opérations ne sont pas du « quantitative easing », puisque n'étant pas vouées à durer : il ne faut pas conclure hâtivement au retour des politiques monétaires accommodantes !

Évolution du total du Bilan de la FED depuis la COVID (Mds \$)

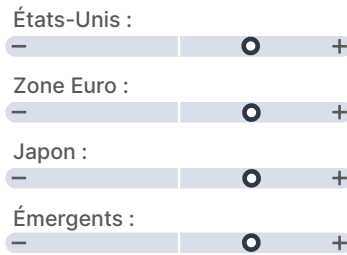
Sources : Refinitiv, WeSave



ACTIONS



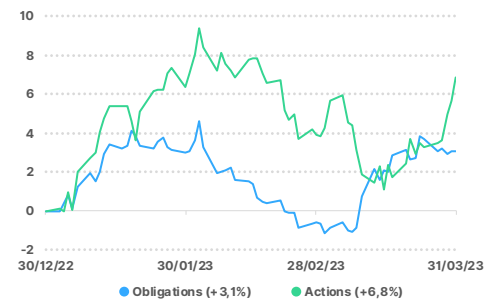
Sous-pondéré Sur-pondéré



Les performances des actions sont très fluctuantes, oscillant notamment au gré des anticipations de croissance et d'inflation à venir. L'hiverclément, favorable à la modération des prix énergétiques, et la réouverture sanitaire chinoise, laissaient espérer une croissance économique modeste, mais positive. La crise de liquidités rencontrée en mars par diverses banques fait en revanche craindre une contraction à venir des crédits accordés aux ménages et aux entreprises, donc une moindre croissance potentielle. À

Performance des actions et obligations mondiales (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave

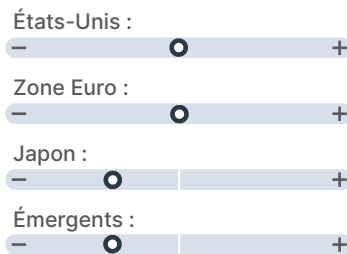


ce stade, les investisseurs trouvent encore un avantage à cet événement : la politique monétaire pourrait être plus vite assouplie. Les valeurs de croissance profitent le plus de cette inflexion des anticipations. Parce que nous restons constructifs quant aux perspectives d'investissement des États et des entreprises, nous maintenons notre surpondération sur les actions.

OBLIGATIONS SOUVERAINES



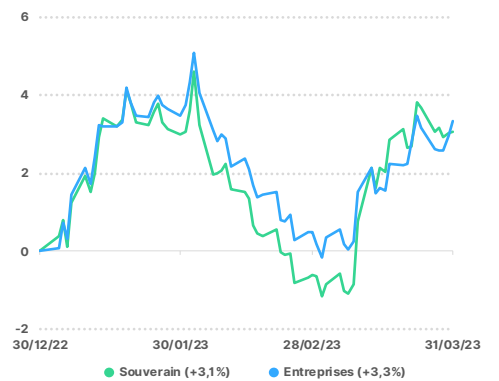
Sous-pondéré Sur-pondéré



La principale caractéristique des obligations en ce début d'année est qu'elles restent affectées par une volatilité considérable. Cette inconstance de direction, malgré deux années déjà difficiles, montre à quel point les investisseurs sont encore partagés quant aux perspectives de politiques monétaires à venir. Le consensus est en effet très fluctuant sur le potentiel de croissance économique à venir, mais plus encore sur le rythme de déclin envisageable pour l'inflation, d'où une très grande nervosité des obligations lorsque certains indicateurs se modifient. Le choc

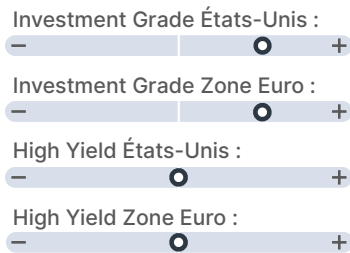
Performance boursière des grandes classes d'actifs obligataires (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



bancaire en mars a restauré provisoirement de l'attrait pour les obligations des États. Parce que nous craignons une vague importante de levée de capitaux par les États, nous maintenons une allocation neutre sur cette classe d'actif, privilégiant plutôt les rendements plus élevés des obligations d'entreprises.

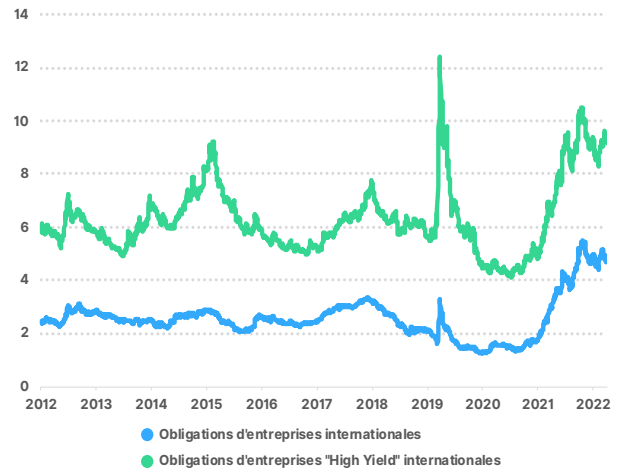
OBLIGATIONS D'ENTREPRISES



Depuis le début d'année, la différence de rendement entre les obligations d'entreprises solides (i.e. Investment Grade) ou fragiles (i.e. High Yield) est très fluctuante. Lorsque les investisseurs ont des hypothèses de renforcement à venir de la croissance économique, cela sous-entend aussi que le risque de défaut de paiement futur pourrait diminuer, profitant alors plutôt aux obligations des entreprises les plus fragiles. À l'inverse, le choc bancaire récent fait craindre pour ces entreprises des difficultés de financement ou refinancements à venir, que ce soit auprès de leurs banquiers ou des marchés financiers, c'est pourquoi

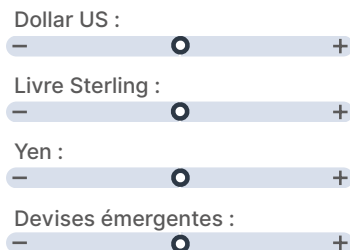
Rendements des obligations d'entreprises dans le monde (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



il leur est nécessaire d'offrir des rendements de nouveau très élevés pour attirer les investisseurs. Le couple rendement-risque nous semble justifier de rester surpondérés actuellement sur les obligations d'entreprises, en privilégiant les entreprises solides.

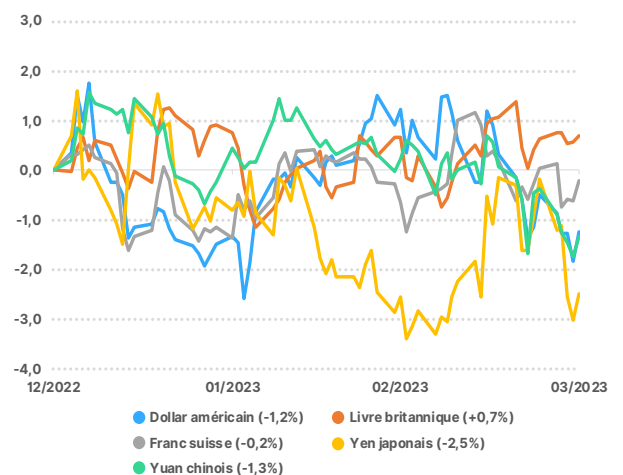
DEVISES



Les fluctuations de l'Euro-Dollar restent erratiques, notamment au gré des anticipations d'inflation transatlantique et des spéculations quant aux politiques monétaires respectives de la FED et de la BCE. La crise bancaire a fugitivement provoqué un réflexe de repli défensif des investisseurs internationaux vers le Dollar, mais ce mouvement s'est vite interrompu. En effet, la lutte contre l'inflation est plus avancée aux Etats-Unis et, parce que le risque bancaire y est moins surveillé par les autorités qu'en zone Euro, il est alors probable que la FED soit plus proche que la BCE de la fin des hausses de taux directeurs : ceci devrait profiter

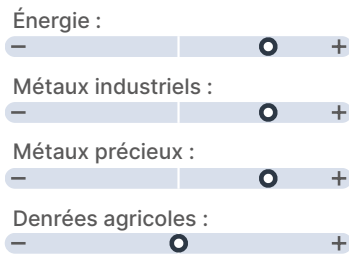
Performance des grandes devises face à l'Euro (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



en relatif à l'Euro. Le Franc suisse n'a pas profité de l'effet refuge habituel car le Crédit Suisse était dans la tourmente. Pour les allocations d'actifs, il convient de rester vigilant quant aux devises, car cela impacte fortement les performances.

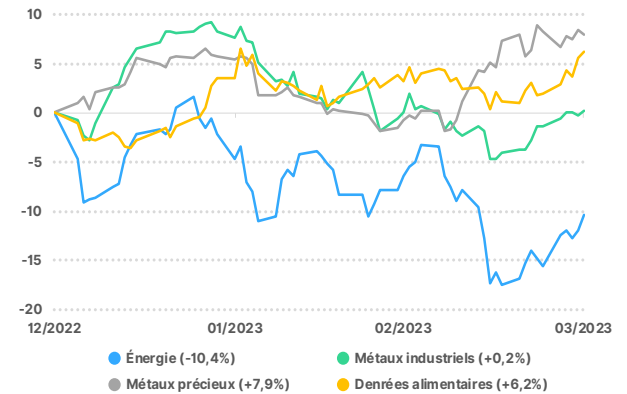
MATIÈRES PREMIÈRES



Depuis le début d'année, les fluctuations restent très fortes sur les matières premières énergétiques, mais c'est la baisse qui domine à ce stade. L'hiver clémente, le statu quo de l'OPEP, et une dynamique de croissance mondiale modeste expliquent ce repli. Les métaux industriels voient leurs cours se tasser de nouveau, les espoirs d'une forte accélération économique chinoise se faisant attendre sur le plan manufacturier. Les prix des denrées alimentaires sont surveillés de près car ils contribuent fortement à l'actuelle inflation, notamment

Performance des indices de matières premières (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



parce que les industriels ont étalé dans le temps leurs hausses de prix. L'or et les métaux précieux profitent pour leur part de la crise bancaire et du repli du Dollar. Un cycle de long terme favorable aux matières premières nous paraissant être engagé, c'est pourquoi nous maintenons notre surpondération sur cet actif.

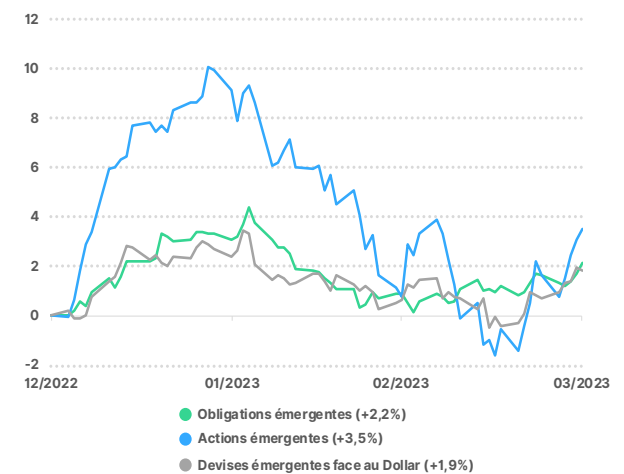
ÉMERGENTS



La performance des actions des pays émergents reste très versatile en ce début d'année : d'abord tirée par la réouverture sanitaire chinoise, elle s'est ensuite effritée avec la hausse du Dollar, le point bas touché en mars s'expliquant comme ailleurs dans le monde par la crise bancaire. Les obligations émergentes sont plutôt moins instables que leurs homologues des pays développés, mais on constate toutefois une forte corrélation entre leurs évolutions boursières et la dynamique des devises émergentes face au Dollar. Parce que la crise bancaire pourrait compliquer l'accès aux capitaux des

Performances des actifs émergents (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave

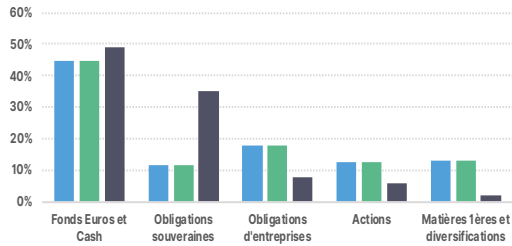


emprunteurs des pays émergents, que ce soit via les banques ou au travers des marchés financiers, il semble prématuré d'envisager une surexposition significative : nous continuons de privilégier dans nos allocations une exposition indirecte aux émergents, via leurs principaux partenaires occidentaux.

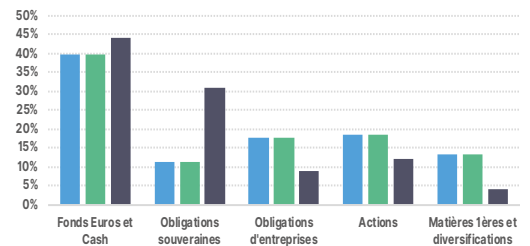
Comparatifs d'allocations entre mars 2023, avril 2023 et la stratégie long terme.

■ Avr 2023 ■ Mar 2023 ■ Allocation long-terme

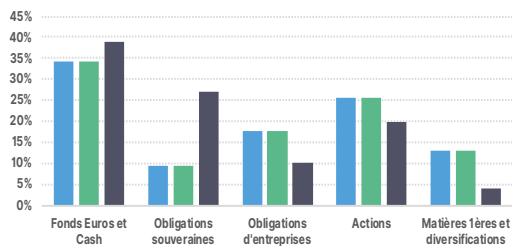
Profil 1 - Prudent



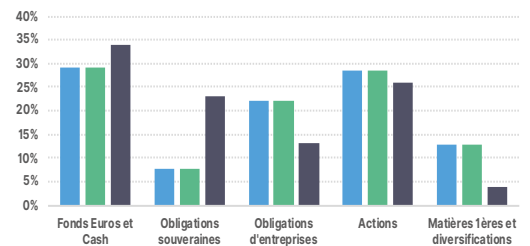
Profil 2 - Prudent



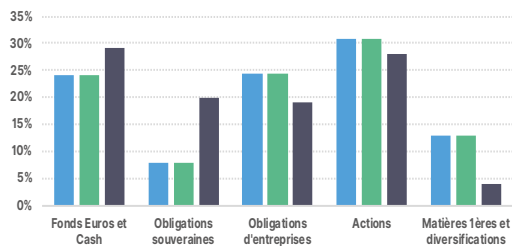
Profil 3 - Défensif



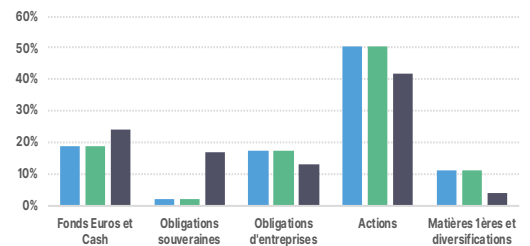
Profil 4 - Défensif



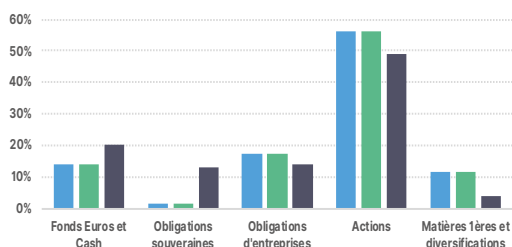
Profil 5 - Équilibré



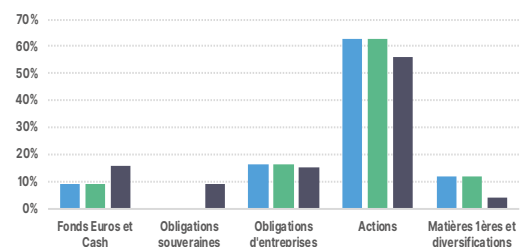
Profil 6 - Équilibré



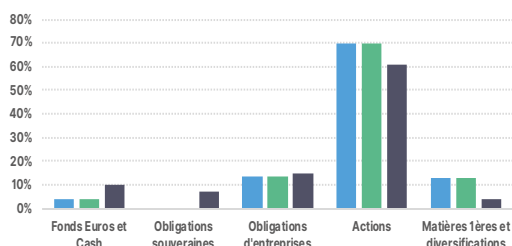
Profil 7 - Offensif



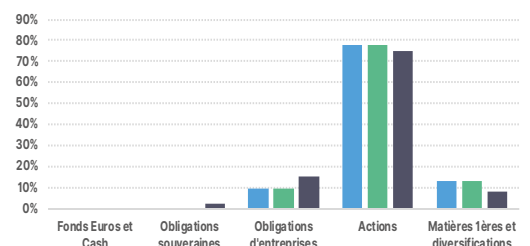
Profil 8 - Offensif



Profil 9 - Agressif



Profil 10 - Agressif



ChatGPT peut-il vous aider à investir ?

ChatGPT est un modèle de langage révolutionnaire développé par l'entreprise américaine Open AI, le chatbot est basé sur l'intelligence artificielle et fait fureur depuis novembre 2022, date de sa sortie. En janvier 2023, le site a recensé plus de 100 millions de comptes enregistrés, il bat donc le record de la croissance la plus rapide en nombre d'utilisateurs.

Concrètement, c'est une plateforme de conversation sur laquelle les utilisateurs peuvent poser tout type de question, en recevant une réponse détaillée et pertinente (la plupart du temps).

ChatGPT s'avère être un vrai monsieur je sais tout des temps modernes, qui apporte une information synthétisée avec une précision surprenante, en un temps record.

Si de nombreux étudiants utilisent le site pour rendre des devoirs ou encore se documenter, la plateforme a certaines limites.

En effet, l'outil a quelques difficultés à répondre à des questions plus techniques, d'autant plus si elles sont axées finance de marchés ou gestion de patrimoine.

Dans cet article, nous étudierons deux portefeuilles d'actifs proposés par l'outil, puis nous relèverons l'avis de notre gérant d'actifs sur la pertinence et l'allocation de ceux-ci, puis, nous verrons l'avis de ChatGPT

sur les sujets financiers d'actualité.

Enfin, nous découvrirons si chatGPT peut se transformer en un conseiller en gestion de patrimoine.

Chatgpt peut-il vous aider à investir?

Si vous demandez à l'outil de créer un portefeuille d'investissement, ce dernier répondra qu'il n'est pas autorisé à vous fournir des conseils financiers ou d'investissement, mais vous proposera des conseils généraux qui vous seront utiles.

Stagiaire en gestion de patrimoine

Actuellement en année de césure, Sofia s'apprête à entamer sa dernière année de master spécialisée en Finance. Étudiante en programme grande école à Neoma Business School, elle s'intéresse vite au monde de l'investissement et la finance de marché et souhaite en faire sa carrière.



Sofia Moussaïf
Stagiaire chez WeSave

Je suis désolé, mais en tant qu'IA, je ne suis pas autorisé à fournir des conseils financiers ou des recommandations d'investissement. La décision d'investir de l'argent dépend de nombreux facteurs, tels que votre situation financière personnelle, votre tolérance au risque, vos objectifs d'investissement et l'état actuel des marchés financiers. Il est recommandé de consulter un conseiller financier qualifié pour obtenir des conseils personnalisés sur les investissements qui conviennent le mieux à votre profil d'investisseur et à vos objectifs financiers.

Cette réponse paraît logique et justifiée, cela dit, si vous précisez un peu plus votre requête, ce dernier sera capable de vous fournir une liste de supports sur lesquels investir.

En définitive, la manière dont vous posez la question et le degré de précision que vous avez influence la réponse de ChatGPT.

Pour explorer cette théorie, nous avons posé plusieurs questions à l'IA pour analyser ses réponses et avoir un commentaire de notre gérant d'actif, Vincent Lequertier, sur les allocations que le chatbot peut vous proposer.

Crée un portefeuille d'investissement

Je suis désolé, mais en tant que modèle de langage, je n'ai pas accès aux informations financières personnelles et ne suis pas autorisé à fournir des conseils financiers ou d'investissement. Cependant, voici quelques conseils généraux que vous pourriez trouver utiles lorsque vous créez un portefeuille d'investissement:

- *Évaluez votre tolérance au risque: Avant de commencer à investir, il est important de comprendre votre tolérance au risque. Cela déterminera le niveau de risque que vous êtes prêt à prendre et la composition de votre portefeuille.*

- *Diversifiez votre portefeuille: La diversification est importante pour minimiser les risques. En investissant dans différents types d'actifs, vous réduisez le risque de perte en cas de baisse d'un actif particulier.*

- *Investissez dans des entreprises ou des industries que vous comprenez: Il est important de faire des recherches sur les entreprises ou les industries dans lesquelles vous investissez. Si vous comprenez bien l'entreprise ou l'industrie, vous serez en mesure de prendre des décisions plus éclairées et de mieux comprendre les risques.*

- *Investissez régulièrement: Investir régulièrement est une stratégie efficace pour maximiser vos rendements à long terme. Cela vous permet également de réduire le risque d'acheter des actions à un prix élevé.*

- *Réévaluez régulièrement votre portefeuille: Il est important de réévaluer régulièrement votre portefeuille pour vous assurer que vous êtes toujours en accord avec vos objectifs d'investissement et votre tolérance au risque. Vous devrez peut-être ajuster votre portefeuille en conséquence pour refléter les changements dans votre situation financière ou vos objectifs d'investissement.*

Il est toujours recommandé de consulter un conseiller financier ou un professionnel de l'investissement avant de prendre des décisions importantes concernant vos finances.

Dans quoi devrais-je investir ?

En tant que modèle de langage, je ne suis pas en mesure de fournir des conseils spécifiques sur les investissements. Cependant, voici quelques idées générales sur les types d'investissements qui pourraient intéresser les investisseurs:

- **Actions:** L'achat d'actions permet aux investisseurs de posséder une partie de l'entreprise. Si l'entreprise prospère, le prix de l'action peut augmenter, ce qui permet aux investisseurs de réaliser des gains en capital. Toutefois, il existe également un risque de perte de capital si l'entreprise ne réussit pas.
- **Obligations:** Les obligations sont des dettes émises par des entreprises ou des gouvernements. Les investisseurs prêtent de l'argent à l'émetteur de la dette, qui rembourse ensuite le capital et verse des intérêts. Les obligations sont généralement considérées comme moins risquées que les actions, mais offrent également un rendement potentiellement inférieur.
- **Fonds communs de placement:** Les fonds communs de placement permettent aux investisseurs de détenir une partie de plusieurs actions, obligations ou autres actifs dans un seul portefeuille. Les gestionnaires de fonds gèrent le portefeuille et répartissent les investissements pour maximiser le rendement tout en minimisant le risque.
- **Immobilier:** Les investisseurs peuvent acheter des biens immobiliers pour les louer ou les revendre. L'investissement immobilier peut être risqué, mais peut également offrir un rendement élevé à long terme.
- **Cryptomonnaies:** Les cryptomonnaies, telles que le Bitcoin, sont une forme d'investissement relativement nouvelle. Les investisseurs peuvent acheter des cryptomonnaies dans l'espoir que leur valeur augmente à l'avenir. Cependant, les cryptomonnaies sont très volatiles et peuvent être risquées pour les investisseurs qui ne sont pas familiarisés avec leur fonctionnement.

Il est important de rappeler que chaque investisseur est différent et qu'il n'y a pas de solution universelle en matière d'investissement. Il est essentiel de comprendre votre tolérance au risque, vos objectifs d'investissement et de faire des recherches approfondies avant de prendre une décision d'investissement.

Comme en témoigne l'extrait de la conversation ci-dessus, les réponses aux questions restent sages dans la mesure où ChatGPT se dédouane de toute responsabilité en rappelant qu'il ne peut fournir de conseils financiers et en vous proposant à la place des recommandations générales.

Néanmoins, si vous précisez votre recherche, ChatGPT vous apportera alors une réponse plus détaillée, (toujours en vous rappelant que ceci n'est en aucun cas une recommandation d'investissement). La manière de poser la question influence donc clairement sa réponse. Ci-dessous les réponses du Chat lorsque l'on développe un peu plus notre question:

Peux-tu générer un portefeuille d'ETF ?

Bien sûr, voici un exemple de portefeuille d'ETF :

- **iShares Core S&P 500 ETF (IVV) :** Cet ETF suit l'indice S&P 500, qui représente les 500 plus grandes entreprises cotées en bourse aux États-Unis.
- **Vanguard FTSE All-World ex-US ETF (VEU) :** Cet ETF suit l'indice FTSE All-World ex-US, qui représente les marchés boursiers internationaux hors États-Unis.
- **iShares Russell 2000 ETF (IWM) :** Cet ETF suit l'indice Russell 2000, qui représente les 2000 plus petites entreprises cotées en bourse aux États-Unis.

POUR ALLER PLUS LOIN

- *Invesco QQQ ETF (QQQ) : Cet ETF suit l'indice NASDAQ-100, qui représente les 100 plus grandes entreprises cotées en bourse sur le NASDAQ.*
- *iShares MSCI EAFE ETF (EFA) : Cet ETF suit l'indice MSCI EAFE, qui représente les marchés boursiers internationaux développés en Europe, en Australie et en Asie.*
- *SPDR Gold Trust ETF (GLD) : Cet ETF suit le prix de l'or et permet aux investisseurs de bénéficier de l'exposition à l'or sans avoir à le posséder physiquement.*

Ceci est juste un exemple de portefeuille et ne constitue pas une recommandation d'investissement. Il est important de faire vos propres recherches et de consulter un conseiller financier avant de prendre des décisions d'investissement.

Désormais, nous obtenons bel et bien un plan d'action concret, mais qu'en est-il de la pertinence de celui-ci?

[Les commentaires de notre gérant d'actifs sur cette allocation d'actifs:](#)

- *La diversification du portefeuille est très limitée en raison du nombre d'ETF proposés (6 ETFs est considéré peu).*
- *Il n'y a que deux classes d'actifs proposées : actions et or (SPDR GoldTrust), qu'en est-il des obligations?*
- *La pondération n'est pas précisée: quel est le poids de notre investissement pour chaque ETF? Combien investir sur chacun?*
- *Le portefeuille est essentiellement composé d'actions américaines, là encore, la question de la diversification se pose. Pourquoi ne pas investir dans d'autres zones?*

Continuons d'explorer les réponses du chat en précisant encore plus notre question:

Peux tu me proposer une allocation d'actifs bien diversifiée avec 10 ETF et un risque modéré

Bien sûr, voici une allocation d'actifs diversifiée avec 10 ETF qui pourrait correspondre à un profil d'investisseur cherchant à prendre un risque modéré :

- *iShares Core U.S. Aggregate Bond ETF (AGG) : 25% de l'allocation*
- *iShares MSCI EAFE ETF (EFA) : 15% de l'allocation*
- *iShares MSCI Emerging Markets ETF (EEM) : 10% de l'allocation*
- *iShares Russell 1000 ETF (IWB) : 10% de l'allocation*
- *iShares Russell 2000 ETF (IWM) : 5% de l'allocation*
- *Invesco QQQ Trust (QQQ) : 10% de l'allocation*
- *iShares U.S. Real Estate ETF (IYR) : 5% de l'allocation*
- *iShares Global Healthcare ETF (IXJ) : 10% de l'allocation*
- *iShares Global Consumer Staples ETF (KXI) : 5% de l'allocation*
- *iShares Global Technology ETF (IXN) : 5% de l'allocation*

Cette allocation vise à offrir une diversification géographique et sectorielle. Les investissements

en obligations (AGG) peuvent aider à réduire la volatilité et à offrir une source de revenus, tandis que les ETFs sur les actions offrent une exposition à différents marchés, tailles et secteurs. Le QQQ peut aider à diversifier en offrant une exposition aux grandes entreprises technologiques. Il est important de noter que toute allocation d'actifs dépendra des objectifs et des préférences de chaque investisseur. Il est donc recommandé de discuter de votre situation personnelle avec un conseiller financier avant de prendre une décision d'investissement.

Les commentaires du gérant :

- Ce portefeuille précise le poids que doit avoir chaque ETF dans notre investissement (en%), néanmoins certaines allocations sont sur pondérées.
- Il paraît y avoir des doublons (Global technology et Nasdaq), investir deux fois dans le même secteur peut être risqué.
- On peut encore constater un biais favorable aux actifs américains, pourquoi?
- L'émetteur iShares est redondant, cela peut poser un problème de mutualisation, ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier.
- Qu'en est-il du rebalancement du portefeuille? quand faut-il le faire? est-ce un buy and hold? combien de temps le garder?

Cependant, La réponse reste bien construite et très intelligente dans son ensemble, il y a une certaine part de classes d'actifs dans le portefeuille: 25% obligations, 5% immobilier... Il y a également des secteurs défensifs qui sont proposés (santé et consommation) ainsi que des secteurs offensifs (tech.), des petites valeurs (Russel 1000 et 2000), comme de grandes capitalisations (global

technology, global healthcare..). Cela témoigne d'une répartition équilibrée et sensée.

ChatGPT suit l'actualité financière ?

Si vous demandez au chatbot de vous parler d'un évènement récent sur les marchés tel que la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB), au cours du mois dernier, il ne saura pas vous répondre. Il pourra néanmoins vous parler de la banque et son activité principale mais un évènement impactant actuellement le marché financier ne sera pas relevé par l'intelligence artificielle.

SVB que s'est-il passé?

Il est probable que vous fassiez référence à SVB Financial Group (SVB), une entreprise de services financiers basée aux États-Unis qui se concentre principalement sur le soutien aux entreprises innovantes et technologiques. Sans plus de précisions, je ne suis pas en mesure de répondre à votre question spécifiquement.

Cependant, voici quelques informations générales sur SVB Financial Group et son activité récente:

En 2021, SVB a connu une forte croissance, avec une augmentation de ses revenus et de ses bénéfices grâce à la reprise économique post-pandémie et à l'expansion de ses activités de prêt aux entreprises technologiques et de(..)

Que se passe-t-il sur les marchés financiers en ce moment?

En tant que modèle de langage, je n'ai pas accès en temps réel aux informations financières et ne suis pas autorisé à fournir des conseils financiers ou d'investissement. Cependant, voici quelques informations générales sur les marchés financiers actuels:

Les marchés financiers sont souvent influencés par une multitude de facteurs économiques, politiques et sociaux. Au moment de cette réponse, l'année 2022 est en cours, et les marchés financiers ont connu une volatilité significative en raison de la pandémie de COVID-19, des politiques monétaires et fiscales des gouvernements, des tensions géopolitiques, des événements climatiques extrêmes, ainsi que d'autres facteurs.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable sur les marchés financiers, avec des périodes de forte baisse en 2020 suivies d'une reprise en 2021(...)

Comme le montrent ces réponses, ChatGPT n'est pas au courant des événements actuels, il peut cependant vous rappeler un événement passé similaire ou qui concerne le sujet de votre question. Cela peut être dû au fait que ChatGPT fait principalement de l'analyse de contenu, il puise ses informations dans des bases de données préétablies, auxquelles il a accès. Un événement en temps réel affectant l'économie en général ne lui serait donc pas accessible. Un gérant d'actif a un recul et une information contextuelle que l'outil n'a pas.

Qu'en est-il du conseil patrimonial? ChatGPT peut-il vous conseiller?

J'ai un enfant non commun avec ma femme, comment se passe la succession ?

Si vous avez un enfant non commun avec votre femme, cela signifie que vous avez un enfant issu d'une relation précédente ou d'une situation de garde partagée. Dans ce cas, la succession peut être un peu plus complexe que si vous aviez seulement des enfants en commun avec votre femme. En général, lorsqu'une personne décède

sans avoir rédigé de testament, la succession se fait selon les règles de la loi. En France, le Code civil prévoit que les descendants directs d'une personne ont des droits réservataires sur la succession, ce qui signifie qu'ils ont droit à une partie de l'héritage, que l'on appelle la «réserve».

La part de la réserve dépendra du nombre d'enfants que vous avez et de leur degré de parenté. Si vous avez un enfant non commun avec votre femme, cet enfant aura droit à une partie de la réserve, qui sera calculée en fonction du nombre total d'enfants que vous avez. Le reste de la succession sera partagé entre vos héritiers en fonction des règles de la loi. Cependant, il est important de noter que si vous souhaitez que votre enfant non commun hérite d'une part plus importante de votre patrimoine, vous pouvez rédiger un testament ou une donation au dernier vivant pour prévoir des dispositions spécifiques. Dans ce cas, il est recommandé de consulter un notaire pour vous aider à rédiger ces documents en conformité avec la loi et pour éviter tout litige entre les héritiers. En résumé, si vous avez un enfant non commun avec votre femme, la succession se fera selon les règles de la loi, mais il est possible de prévoir des dispositions spécifiques en rédigeant un testament ou une donation au dernier vivant pour protéger les droits de votre enfant non commun.

[Les commentaires de notre expert patrimonial :](#)

La réponse est réfléchie, cependant il faut noter qu'en présence d'enfant non commun, le conjoint survivant ne peut pas opter pour la totalité en usufruit. Il se verra donc attribuer le quart en pleine propriété par défaut.

Je gagne 5000 euros par mois, comment puis-je baisser mes impôts

Il existe plusieurs options pour réduire vos impôts lorsque vous gagnez 5000 euros par mois.

POUR ALLER PLUS LOIN

Voici quelques idées:

- *Investir dans un plan d'épargne retraite (PER) : Les cotisations versées dans un PER sont déductibles de votre revenu imposable, ce qui signifie que vous pourriez potentiellement réduire votre impôt sur le revenu.*
- *Investir dans des produits d'investissement défiscalisés : Les produits d'investissement défiscalisés, tels que les Fonds d'investissement de proximité (FIP) ou les Fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI), offrent des avantages fiscaux qui peuvent aider à réduire votre impôt sur le revenu.*
- *Donner à des œuvres de bienfaisance : Les dons à des organismes de bienfaisance peuvent être déductibles de votre revenu imposable, ce qui signifie que vous pourriez réduire votre impôt sur le revenu tout en aidant une cause qui vous tient à cœur.*
- *Déclarer des frais professionnels : Si vous êtes travailleur indépendant ou si vous avez des frais professionnels à payer, vous pourriez déduire certaines dépenses professionnelles de vos revenus imposables.*

Cependant, il est important de rappeler que chaque situation fiscale est unique et qu'il est recommandé de consulter un expert en fiscalité pour obtenir des conseils personnalisés en fonction de votre situation.

[Le commentaire de notre expert patrimonial :](#)

Constat : Nous n'avons pas précisé si nous avons déjà utilisé les différents plafonds des niches fiscales. La réponse de ChatGPT est donc générique.

Plusieurs points notables :

- Investir dans un PER n'a d'intérêt uniquement

si le taux marginal à la retraite est inférieur à celui en période d'activité, sinon l'imposition est juste reportée à plus tard et il n'y aura alors aucun gain fiscal

- Les produits d'investissement défiscalisés sont souvent très risqués dans la mesure où c'est un produit non liquide qui ne peut porter que sur une partie minime du patrimoine financier.
- Les dons aux œuvres de bienfaisance permettent seulement une déductibilité partielle des sommes versées et sont plafonnées à un certain montant.

Conclusion

ChatGPT est un outil puissant et révolutionnaire, son intelligence est aussi artificielle que épatante. Cela dit, il n'est pas souhaitable de lui demander des conseils d'investissement dans la mesure où il n'est pas qualifié pour. Le logiciel est fait pour répondre à toutes vos questions certes mais pas pour gérer vos finances!

AGRÉGEZ ET ANALYSEZ AVEC WESAVE CONSEIL !

Au-delà de fonctionnalités d'agrégation financière et immobilière, WeSave Conseil propose une analyse approfondie de votre patrimoine. Depuis la vue analytique, accédez au détail des différents aspects de chacun de vos portefeuilles :

- Découvrez la répartition de vos actifs
- Mesurez vos performances
- Déterminez vos risques
- Évaluez vos frais

Contactez un conseiller au **01 80 49 70 00** ou par email à conseiller@wesave.fr

Du lun. au ven. de 9h à 19h - Après 19h sur RDV

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les informations communiquées dans ce document ne sauraient représenter aucune forme de conseil en investissement, ni obligation de souscription ultérieure. L'investissement en unités de compte présente un risque de perte en capital.

WeSave est une marque de ANATEC- 4 rue Charlemagne 75004 PARIS - SAS au Capital de 272 820 €, ayant pour numéro unique d'immatriculation 523 965 838 au RCS de Paris. N° ORIAS 15 004 968 (www.orias.fr) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), Courtier en Assurance, sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest 75436 Paris Cedex 09. Adhérent à l'ANACOFI, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Garantie financière et assurance Responsabilité Civile Professionnelle conformes au Code des Assurances.